

Suisse

Trois Suisses sur quatre sont opposés à la burqa

48% des sondés consentiraient aussi à une reconnaissance par l'État des communautés islamiques, si certaines conditions sont réunies

S'ils devaient voter aujourd'hui, les trois quarts des Suisses accepteraient l'initiative antiburqa. Un sondage commandé par *Le Matin Dimanche* et la *SonntagsZeitung* révèle que 60% des Suisses diraient «certainement» oui au texte lancé par le comité d'Egerkingen demandant d'interdire de se dissimuler le visage dans l'espace public. 16% des sondés l'accepteraient «sans doute», 20% le refuseraient (certainement ou sans doute) et 3% se disent «sans avis».

«L'ampleur du soutien me surprend agréablement», réagit le conseiller national Yves Nidegger (UDC/GE), membre du comité d'initiative. Comment l'explique-t-il? «En Occident, il est admis que la liberté de se vêtir comme on le veut exclut aussi bien la nudité dans l'espace public que le fait de se couvrir intégralement. Si vous interrogez les gens à ce sujet, ils seront intuitivement d'accord, au nom de l'ordre public.»

Le Genevois ajoute que la sécurité est devenue une question majeure, pour laquelle chacun doit faire des concessions. «Les citoyens voient leur sphère privée restreinte par les caméras et font des queues interminables pour subir des fouilles dans les aéroports, tout cela en lien avec des attentats qui sont le fait de musulmans radicalisés. Dans un tel contexte, ils considèrent que vouloir dissimuler intégralement son visage est une prétention exorbitante.» Pour autant, les initiateurs refusent de lier leur texte uniquement à l'islam. «Nous demandons l'interdiction générale de dissimuler son visage. Il y a très peu de femmes en burqa. En Suisse, mais cette règle vaut aussi pour certains manifestants.»

L'initiative, déposée en septembre, ne sera pas soumise au peuple avant 2019. Face à ce sondage, Yves Nidegger reste donc prudent: «Toutes les initiatives commencent par obtenir de bons résultats, puis le débat se rééquilibre.»

Les Chinois espionnent les décideurs européens

Les services secrets créeraient des faux profils sur des réseaux sociaux pour entrer en contact avec leurs interlocuteurs

Les Chinois sont soupçonnés d'espionner, via Internet, les décideurs politiques, économiques et scientifiques dans plusieurs pays européens. Ce serait également le cas en Suisse, révèle la *NZZ am Sonntag*.

Les services secrets chinois créent des faux profils de jeunes universitaires ou de groupes de réflexion sur des réseaux sociaux comme LinkedIn, précise le dominical. Des chercheurs, des administrations et des politiciens seraient contactés, puis incités à transférer leur savoir-faire. Une rémunération leur serait proposée en échange de rapports et ils seraient invités à des conférences en Chine.

Le Service de renseignement de la Confédération (SRC) a connaissance de telles tentatives dans plusieurs pays. Les personnes approchées peuvent être des parle-

La conseillère nationale Ada Marra (PS/VD), elle, n'est pas étonnée par cette large opposition à la burqa, «vu l'amalgame qui est fait entre musulmans et terroristes». La socialiste relativise toutefois ce succès, en rappelant que les cantons de Glaris ou de Zurich n'ont pas voulu d'une interdiction. Selon elle, un oui ne résoudrait aucun problème. «Il n'y a pratiquement pas de femmes portant un voile intégral en Suisse.» Elle fait la comparaison avec l'interdiction des minarets, acceptée par les Suisses en 2009 et qui «n'a rien changé à la vie des gens car c'était un faux problème».

Plus que du sort de cette initiative, Ada Marra s'inquiète «de la façon populiste dont les politiques se saisissent du dossier». Pour elle, les vraies craintes sont celles «d'une toute-petite minorité liée à l'islam politique et radicalisée». «La religion, dans ce cas-là, devient une question identitaire. Cela pose le problème du vivre-ensemble. Les réponses passent par l'école, la formation des imams ou encore l'aménagement des villes pour éviter la formation de ghettos.»

Pour mémoire, le Conseil fédéral s'oppose à l'initiative du comité d'Egerkingen et veut proposer un contre-projet. Ils s'agiraient notamment

de punir celui qui contraint une femme à se voiler intégralement. La Fédération d'organisations islamiques de Suisse (FOIS) soutient cette position. Ada Marra se dit favorable à un contre-projet: «À gauche, des gens nous le demandent, et l'idée de la contrainte est une piste logieuse.» Yves Nidegger, lui, rétorque que l'initiative est plus large et ne s'attaque pas uniquement à la burqa.

Ce sondage a été réalisé du 7 au 18 décembre par Marketagent.com auprès de 1264 personnes en âge de voter. L'analyse porte sur celles qui ont déclaré avoir l'intention de le faire. D'autres questions ont été posées. Près de 69% des sondés accepteraient ainsi d'interdire le port du voile à l'école. Et 48% consentiraient à une reconnaissance par l'État des communautés islamiques, pour autant qu'elles s'organisent de manière démocratique et se déclarent en faveur d'un islam moderne et modéré. **Caroline Zuercher**

mentaires, des employés de l'administration, des membres de l'armée, des employés de banque, des académiciens ou encore le personnel de centres de recherche. Le SRC conseille d'ailleurs à ceux qui pourraient être approchés par des services de renseignement étrangers de faire preuve de prudence sur les réseaux sociaux.

«Chercheurs et politiciens seraient incités à transférer leur savoir-faire»

La Suisse ne fournit aucun chiffre sur le sujet. Selon le dominical, les autorités allemandes estiment qu'il y a eu plus de 10 000 tentatives de ce type durant les neuf premiers mois de 2017. Dans 95% des cas, il n'y aurait pas eu de suite. Pékin conteste cette pratique. En décembre, un représentant du gouvernement chinois a répondu qu'il s'agissait d'allégations sans aucune preuve, relaie la *NZZ am Sonntag*. **C.Z.**

2018 lance la transition énergétique helvétique

Berne mise sur les renouvelables pour remplacer l'atome. Qu'est-ce que cela signifie pour l'année qui vient? Le point en six exemples

Florent Quiquerez Berne

Le 21 mai dernier sonnait le glas du nucléaire en Suisse. En acceptant la Stratégie énergétique, le peuple lançait les prémices d'une révolution énergétique qui doit permettre au pays de se passer progressivement de l'atome. Une transition qui passe par un important développement des renouvelables, mais aussi par des économies d'énergie. Six mois plus tard, la phase concrète démarre. Le Conseil fédéral a publié début novembre les changements législatifs qui sont entrés en vigueur au 1er janvier. La construction de nouvelles centrales est désormais interdite, mais d'autres mesures font leur apparition.

Le soutien au solaire fait des déçus

Environ 38 000 installations solaires sont sur liste d'attente pour obtenir un soutien financier de la Confédération. La nouvelle législation clarifie leur sort, mais fait aussi beaucoup de déçus.

Pour bénéficier de l'actuelle RPC (rétribution à prix coûtant), les installations photovoltaïques devront répondre à deux critères: être dotées d'une puissance supérieure à 100 kilowatts (kW), et avoir été déposées avant le 30 juin 2012. Selon l'Office fédéral de l'énergie, seules 950 pourront profiter d'une reprise du courant à un prix privilégié.

Toutes les autres installations – les moins puissantes ou celles déposées après la date butoir – devront se contenter d'une rétribution unique. Ce coup de pouce de la Confédération ne couvrira au maximum que 30% des investissements. De quoi faire déchanter plusieurs investisseurs qui se sont lancés dans l'aventure. L'association Swissolar estime malgré tout que les 38 000 projets en attente devraient se concrétiser.

Les défenseurs du paysage sont inquiets

Lorsque les autorités devront trancher entre protection de la nature et production d'énergies renouvelables, toutes deux pourront à l'avenir bénéficier



La production d'énergies renouvelables pourra bénéficier du statut d'intérêt national, au même titre que la protection de la nature. Un parc éolien devra générer au moins 20 gigawattheures par an pour relever de ce statut. Celui du Mont-Crosin, dans le Jura bernois (ci-dessus), a produit trois fois plus en 2016. KEYSTONE

du statut d'intérêt national. Ce changement faisait craindre le pire à certaines associations de défense du paysage. L'ordonnance précise toutefois qu'un parc éolien devra générer au moins 20 gigawattheures (GWh) par année pour bénéficier de ce statut. A titre d'exemple, le parc éolien du Mont-Crosin dans le Jura bernois – le plus grand du pays – a produit trois fois plus en 2016.

Mais les avancées technologiques font craindre le pire à Paysage libre. Avec des mâts plus performants, «une poignée de quatre éoliennes pourrait être imposée au nom de l'intérêt national», critique l'association. Et de rappeler que dans la phase de consultation, la Commission fédérale pour la protection de la nature et du paysage avait exigé une limite dix fois plus haute. «L'avis des experts a été balayé.»

L'avenir de l'hydraulique reste incertain

Comme les éoliennes, les nouvelles installations hydrauliques obtiendront un statut d'intérêt na-

tional dès qu'elles produiront 20 GWh. Cela correspond à la production du barrage du Seujet à Genève.

Là aussi, certains défenseurs de l'environnement critiquent un seuil trop bas, qui pourrait fragiliser certains cours d'eau pour une production de courant peu importante.

S'agissant de la grande hydraulique, les installations existantes peuvent désormais demander une prime de marché pour leur production d'électricité qu'elles doivent vendre sur le marché en dessous des coûts de revient et qu'elles ne peuvent pas vendre dans l'approvisionnement de base. Le montant est de 1 centime par kWh. Cette mesure est limitée à cinq ans, jusqu'à la fin 2022.

À plus long terme, l'avenir des grands barrages reste flou. L'ouverture totale du marché de l'électricité sera-t-elle réalisée? L'accord avec l'Union européenne (UE) sera-t-il conclu? Y aura-t-il un nouveau coup de pouce étiatique? Plusieurs inconnues demeurent.

Des voitures de moins en moins polluantes

Au niveau des transports, il est prévu de diminuer progressive-

Plus d'argent pour rénover les bâtiments

ment les émissions de CO₂ des voitures neuves, en accord avec l'UE. Les nouvelles voitures importées ne devront pas rejeter plus de 95 grammes de CO₂ par km d'ici à la fin de 2020, contre 130 aujourd'hui.

Trop ambitieux, prévient François Launaz, président d'Auto-Suisse (association des importateurs). «Seuls les petits modèles peuvent atteindre cet objectif. Sans vendre un nombre irréaliste de véhicules à propulsion alternative, les importateurs devront payer de grosses amendes. D'autant plus qu'il est difficile de prévoir les futures évolutions. La croissance du marché des voitures électriques en Suisse ne se développera pas aussi rapidement que le Conseil fédéral le souhaite.»

Le consommateur passera à la caisse

Les consommateurs sentiront

passer le tournant énergétique. Au lieu de 1,5 centime, ils devront déboursier 2,3 centimes par kWh pour soutenir la production de courant vert. Si cette hausse de 0,8 centime était prévue dans la stratégie énergétique votée par le peuple en mai dernier, le parlement en a remis une couche en décembre.

Pour sauver une révision législative nécessaire à l'approvisionnement énergétique, les deux Chambres ont accepté un nouveau coup de pouce aux énergies renouvelables non subventionnées. La mesure est limitée à fin 2022, mais entraînera une facture annuelle de 30 à 50 millions. Les consommateurs et les PME peuvent donc s'attendre à une autre hausse, évaluée à environ 0,1 centime par kWh pour ce type de courant. «On fait reposer une grande partie des coûts de la Stratégie énergétique uniquement sur les clients captifs, en préservant les plus gros utilisateurs d'énergie», dénonce la Fédération romande des consommateurs.

En 2017, la Suisse a eu recours à 64 vols spéciaux. Ils ont permis d'exécuter le renvoi forcé de 287 étrangers ou demandeurs d'asile sans autorisation de séjour, indique la *NZZ am Sonntag*, qui cite le Secréariat d'État aux migrations (SEM). Parmi ces vols, dix-sept ont été menés en collaboration avec des États membres de l'Union européenne, ce qui est possible depuis que la Suisse fait partie de l'agence européenne Frontex.

En 2016, 67 vols de ce type avaient été effectués, pour rapatrier 345 personnes. En 2015, il s'agissait de 228 personnes sur 45 vols, précise le journal dominical.

Pour mémoire, le nombre de personnes déposant une demande d'asile en Suisse a diminué ces dernières années. En 2015, on comptait 39 523 requérants (avec une hausse de 66,3% par rapport à 2014), et 27 207 en 2016. Pour l'année 2017, ce chiffre était de 16 887 à fin novembre. La statistique officielle n'est pas encore disponible pour l'ensemble de l'année. **ATS/C.S.**

La Suisse a mené 64 vols spéciaux en 2017

Ces opérations ont coûté 3,7 millions de francs. 287 personnes ont ainsi été renvoyées de force

En 2017, la Suisse a eu recours à 64 vols spéciaux. Ils ont permis d'exécuter le renvoi forcé de 287 étrangers ou demandeurs d'asile sans autorisation de séjour, indique la *NZZ am Sonntag*, qui cite le Secréariat d'État aux migrations (SEM). Parmi ces vols, dix-sept ont été menés en collaboration avec des États membres de l'Union européenne, ce qui est possible depuis que la Suisse fait partie de l'agence européenne Frontex.

En 2016, 67 vols de ce type avaient été effectués, pour rapatrier 345 personnes. En 2015, il s'agissait de 228 personnes sur 45 vols, précise le journal dominical.

Pour mémoire, le nombre de personnes déposant une demande d'asile en Suisse a diminué ces dernières années. En 2015, on comptait 39 523 requérants (avec une hausse de 66,3% par rapport à 2014), et 27 207 en 2016. Pour l'année 2017, ce chiffre était de 16 887 à fin novembre. La statistique officielle n'est pas encore disponible pour l'ensemble de l'année. **ATS/C.S.**

Économie

Las Vegas au cœur des nouvelles technologies

En une décennie, le Consumer Electronics Show a connu un essor considérable. Sa 51^e édition ouvre ses portes mardi

Olivier Wurlod

Les Fêtes à peine terminées, des dizaines de milliers de personnes s'envolent chaque année, au début du mois de janvier, pour Las Vegas. Non pas pour aller flamber sur les tables des casinos, mais bien pour assister au Consumer Electronics Show (CES), cette grand-messe dédiée aux nouvelles technologies qui, cette année, ouvrira ses portes mardi à vendredi.

Inventeurs de tout poil, représentants de grandes marques internationales, patrons de start-up, investisseurs... L'ensemble de la «planète techno» se retrouve dans la ville américaine, transformée en scène mondiale des nouvelles technologies durant quelques jours.

Une affluence croissante

Déjà vieux de 51 printemps, ce salon a pris énormément d'ampleur au cours de la dernière décennie, passant de 2700 exposants en 2007 à 3900 l'année passée. Quant au nombre de visiteurs professionnels, il est passé de 150 000 à 170 000 durant la même période. Cet essor est logiquement à lier à celui des technologies dans notre société.

Aux écrans de télévision, aux radios et aux ordinateurs se sont rajoutés de multiples gadgets au succès croissant tels que les drones, les robots et un panel, chaque jour plus vaste, d'objets connectés.

Pour les grandes marques, l'événement est désormais incontournable, comme le confirme Ben Starkie, porte-parole de Logitech. «Depuis 2004, nous nous rendons chaque année à ce salon qui n'a effectivement cessé de grandir. Tant que des entreprises pourront y partager leurs innovations et y rencontrer leurs partenaires et clients, le CES demeurera une bonne façon de commencer l'année», explique-t-il. À noter que pour cette



Les derniers préparatifs sont en cours à Las Vegas avant l'ouverture, mardi, du Consumer Electronics Show. REUTERS

édition, le fabricant vaudois de périphériques informatiques a vu cinq de ses produits sélectionnés pour un prix de l'innovation.

De plus en plus de start-up

Mais le salon ne se limite pas à la seule présentation de nouveaux produits. De nombreuses start-up font également le déplacement pour profiter de la présence des gros acteurs de leur branche et tenter d'y faire des affaires. La France, notamment, a décidé ces dernières années de développer des systèmes de gestion de flottes de véhicules autonomes, était toutefois également annoncée par *Bilan*. «Nous serons présents au CES sur le stand d'un de nos partenaires américains, Local Motors (*ndlr: un constructeur de véhicules autonomes*). Cette stratégie de

délégation, juste derrière celle des États-Unis.

En comparaison avec les 320 start-up françaises qui s'installeront dans les allées du CES 2018, la participation suisse apparaît très modeste. Seules six jeunes pousses sont par exemple évoquées par le site *startupticker.ch*. La présence à Las Vegas de BestMile, ce spin-off en vue de l'EPFL qui développe des systèmes de gestion de flottes de véhicules autonomes, était toutefois également annoncée par *Bilan*. «Nous serons présents au CES sur le stand d'un de nos partenaires américains, Local Motors (*ndlr: un constructeur de véhicules autonomes*). Cette stratégie de

délégation, juste derrière celle des États-Unis. En comparaison avec les 320 start-up françaises qui s'installeront dans les allées du CES 2018, la participation suisse apparaît très modeste. Seules six jeunes pousses sont par exemple évoquées par le site *startupticker.ch*. La présence à Las Vegas de BestMile, ce spin-off en vue de l'EPFL qui développe des systèmes de gestion de flottes de véhicules autonomes, était toutefois également annoncée par *Bilan*. «Nous serons présents au CES sur le stand d'un de nos partenaires américains, Local Motors (*ndlr: un constructeur de véhicules autonomes*). Cette stratégie de

Les grandes tendances pour 2018

● Quelques jours avant l'ouverture du Consumer Electronics Show (CES), cette grand-messe dédiée aux dernières innovations technologiques, le même exercice est pratiqué chaque année par les médias et les cabinets de conseils spécialisés dans l'innovation. Il se résume à une simple question: de quoi va-t-on parler dans les vastes allées du salon? Si aucune révolution n'est vraiment attendue pour cette 51^e édition, certaines tendances se dessinent toutefois.

La première concernera une nouvelle fois la voiture autonome, à l'exemple de Lyft, le principal concurrent américain d'Uber. Ce dernier

baladera en effet sur place les visiteurs dans un taxi presque totalement autonome (un chauffeur sera présent à bord). À noter qu'un espace entier sera consacré à cette industrie. Accueillant constructeurs et équipementiers, il remettra en évidence la transformation vécue par le monde automobile grâce à l'intelligence artificielle, aux écrans digitaux tactiles, au tableau de bord interconnecté, etc.

Tendance déjà très forte lors du CES 2017, la présentation d'objets connectés devrait rester très forte pour cette édition, mais avec une attention particulière cette année sur les assistants intelligents (dédiés à la

maison). Google, qui reste d'habitude assez discret à Las Vegas, devrait en effet changer la donne cette année pour promouvoir son Google Assistant et concurrencer directement l'Alexa d'Amazon.

À l'inverse, la réalité virtuelle, thème central des deux dernières éditions, pourrait marquer le pas en 2018, sur fond de ventes faibles des fameux casques. Même tendance en retrait pour les *wearables* (objets analysant l'état physique de son porteur). Le salon accueillera pour cette grande beaucoup moins d'acteurs (51 contre 82 en 2017), à l'exemple de l'absence marquée du groupe américain Fitbit. **O.W.**

mesures d'austérité. Il biffe 500 emplois sur les 6100 qu'il compte en Suisse. L'acquisition de BPS coûte, au total, 2,6 milliards de francs à Crédit Suisse. Grâce à d'importantes économies, la valeur du groupe augmente de 1 milliard. L'opération entraîne, au demeurant, une réduction drastique des emplois: plus de 2000 postes sont supprimés au cours des trois premières années suivant la fusion. Dans le cadre d'une nouvelle réorganisation et du changement de nom de CS Holding, Crédit Suisse fusionne avec Credit Suisse Group (CSG) et perd son accent en 1997. **ATS**